

La Turquie, grande gagnante de l'intégration de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN



La diplomatie de la Turquie a une fois de plus prouvé son efficacité lors des pourparlers qui ont eu lieu avant le sommet de l'OTAN à Madrid pour accepter que la Suède et la Finlande rejoignent l'Alliance. Elle devrait en tirer de nombreux bénéfices qui pourraient bien heurter les défenseurs de la cause kurde, et plus globalement, du respect des principes démocratiques.

Avec Alain Rodier

Dans un accord signé daté du 28 juin entre les ministres des Affaires étrangères des trois pays, la Suède et la Finlande faisant référence aux « valeurs communes » partagées avec la Turquie... ont pris l'engagement de ne (plus) fournir aucun soutien aux Kurdes syriens du PYD et YPG (pourtant soutenus par les États-Unis) et au Fetö (mouvement de Fetullah Gülen accusé par Ankara d'être derrière le coup d'état militaire raté de 2016). À noter qu'en Turquie, le moindre soupçon d'appartenir à cette « confrérie » qui avait appuyé l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 conduit directement le suspect à la case prison. Des intellectuels, des journalistes, des enseignants, des juges, des policiers et des militaires en ont fait l'expérience.

Plus précisément : de « rejeter et de condamner le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations dans les termes les plus forts [...] condamner sans ambiguïté toutes les organisations terroristes commettant des attaques contre la Turquie ».

La Suède et la Finlande ont confirmé considérer - comme le reste de l'Union européenne, les États-Unis, la Grande-Bretagne, etc. - le PKK comme une organisation terroriste et pris l'engagement de mener « la lutte contre le terrorisme avec détermination et résolution, conformément aux dispositions des documents et politiques de l'Otan [...] en prenant toutes les mesures nécessaires pour renforcer la législation nationale en ce sens ».

Stockholm et Helsinki ont également décidé de renforcer leur coopération avec Ankara en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé qui inclue « les services de sécurité et les services de renseignement » (justice, police, services de renseignement) et d'enquêter sur « toute activité de financement et de recrutement du PKK et de toutes les autres organisations terroristes ». Comme la majorité de ces recettes se fait par l'« impôt révolutionnaire » (vieille méthode marxiste-léniniste qui peut être assimilée à du racket) prélevé sur les Kurdes vivant à l'étranger, les services de police suédois et finlandais vont avoir du travail.

Enfin, le document indique que la « Finlande et la Suède traiteront les demandes d'expulsion ou d'extradition de personnes soupçonnées de terrorisme de manière rapide et approfondie, en tenant compte des informations, preuves et renseignements fournis » par Ankara et « établiront les cadres juridiques bilatéraux nécessaires à la coopération en matière de sécurité avec la Turquie, conformément à la Convention européenne sur l'extradition ». Ankara n'a pas perdu une minute, le ministre turc de la Justice, Bekir Bozdog, déclarant : « Dans le cadre du nouvel accord, nous allons demander à la Finlande l'extradition de six membres du PKK et six membres de Fetö ; et à la Suède d'extrader dix membres de Fetö et onze du PKK ».

En Suède, la communauté kurde du pays qui compte quelques 100 000 personnes s'inquiète. La députée socialiste Linda Snecker a ainsi affirmé : « le gouvernement sacrifie les Kurdes de Suède pour devenir membre de l'Otan ». De son côté, le président finlandais, Sauli Niinistö, anticipant les réactions négatives qui ne devraient pas manquer a déclaré que : « la Finlande continue naturellement de fonctionner conformément à sa législation nationale [...] notamment en matière de lutte contre le terrorisme, d'exportations d'armes et d'extraditions ».

Quant à l'embargo sur les ventes d'armes décrété en 2019 suite au déclenchement d'une opération militaire turque en Syrie et en Irak du Nord, Ankara a obtenu qu'il soit levé. « à l'avenir, les exportations militaires de la Finlande et de la Suède [qui] seront menées dans le respect de la solidarité avec l'Alliance et conformément à la lettre et à l'esprit de l'article 3 du Traité de Washington ».

Le retournement de position politique de la Suède et de la Finlande vis-à-vis de la Turquie est impressionnant. La « peur du Russe » leur fait renier leur neutralité historique en sacrifiant sur l'autel de la sécurité collective les causes que ces deux pays défendaient jusqu'alors. À savoir qu'ils accueillaient depuis des dizaines d'années des réfugiés kurdes ou appartenant à l'opposition au régime du président Erdoğan.

En 2019, le ministre finlandais de la Défense, Antti Kaikkonen, faisant référence à l'opération militaire alors lancée par la Turquie dans le nord de la Syrie déclarait : « en ce qui concerne

mon domaine de responsabilité, je dirais ceci: la Finlande n'exporte pas de matériel militaire vers des pays en guerre ou qui violent les droits humains ».

De son côté, l'administration suédoise des exportations d'armes avait interdit l'exportation d'armes vers la Turquie pour les mêmes raisons le 15 octobre 2019.

Il faut reconnaître que la Turquie n'est que très peu équipée jusqu'à présent de matériels provenant de ces deux pays excepté des fusils de précision finlandais TRG-42 et d'antédiluviens canons anti aériens de 40 mm L/70 et des armes anti-chars Carl Gustav suédois.

Il sera intéressant de voir ce qui se passera dans les prochaines semaines si la Turquie lance, comme le président Erdoğan l'a déclaré de 27 juin, une nouvelle offensive contre les « terroristes » kurdes en Syrie et en Irak du Nord.

TRILATERAL MEMORANDUM

1. Today the representatives of Türkiye, Finland and Sweden, under the auspices of the NATO Secretary General, have agreed the following.
2. NATO is an Alliance based on the principles of collective defence and the indivisibility of security, as well as on common values. Türkiye, Finland and Sweden affirm their adherence to the principles and values enshrined in the Washington Treaty.
3. One of the key elements of the Alliance is unwavering solidarity and cooperation in the fight against terrorism, in all its forms and manifestations, which constitutes a direct threat to the national security of Allies as well as to international peace and security.
4. As prospective NATO Allies, Finland and Sweden extend their full support to Türkiye against threats to its national security. To that effect, Finland and Sweden will not provide support to YPG/PYD, and the organisation described as FETÖ in Türkiye. Türkiye also extends its full support to Finland and Sweden against threats to their national security. Finland and Sweden reject and condemn terrorism in all its forms and manifestations, in the strongest terms. Finland and Sweden unambiguously condemn all terrorist organisations perpetrating attacks against Türkiye, and express their deepest solidarity with Türkiye and the families of the victims.
5. Finland and Sweden confirm that the PKK is a proscribed terrorist organisation. Finland and Sweden commit to prevent activities of the PKK and all other terrorist organisations and their extensions, as well as activities by individuals in affiliated and inspired groups or networks linked to these terrorist organisations. Türkiye, Finland and Sweden have agreed to step up cooperation to prevent the activities of these terrorist groups. Finland and Sweden reject the goals of these terrorist organisations.
6. Further to this, Finland refers to several recent amendments of its Criminal Code by which new acts have been enacted as punishable terrorist crimes. The latest amendments entered into force on 1 January 2022, by which the scope of participation in the activity of a terrorist group has been widened. At the same time, public incitement related to terrorist offenses was criminalised as a separate offense. Sweden confirms that a new, tougher, Terrorist Offenses Act enters into force on 1 July, and that the government is preparing further tightening of counter-terrorism legislation.

7. Türkiye, Finland and Sweden confirm that now there are no national arms embargoes in place between them. Sweden is changing its national regulatory framework for arms exports in relation to NATO Allies. In future, defence exports from Finland and Sweden will be conducted in line with Alliance solidarity and in accordance with the letter and spirit of article 3 of the Washington Treaty.

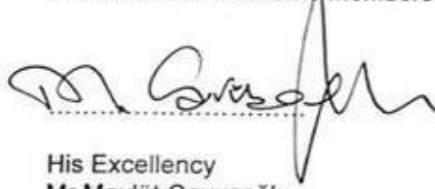
8. Today, Türkiye, Finland and Sweden commit to the following concrete steps:

- Establish a joint, structured dialogue and cooperation mechanism at all levels of government, including between law enforcement and intelligence agencies, to enhance cooperation on counter-terrorism, organised crime, and other common challenges as they so decide.
- Finland and Sweden will conduct the fight against terrorism with determination, resolve, and in accordance with the provisions of the relevant NATO documents and policies, and will take all required steps to tighten further domestic legislation to this end.
- Finland and Sweden will address Türkiye's pending deportation or extradition requests of terror suspects expeditiously and thoroughly, taking into account information, evidence and intelligence provided by Türkiye, and establish necessary bilateral legal frameworks to facilitate extradition and security cooperation with Türkiye, in accordance with the European Convention on Extradition.
- Finland and Sweden will investigate and interdict any financing and recruitment activities of the PKK and all other terrorist organisations and their extensions, as well affiliates or inspired groups or networks as outlined in paragraph 5.
- Türkiye, Finland and Sweden commit to fight disinformation, and prevent their domestic laws from being abused for the benefit or promotion of terrorist organisations, including through activities that incite violence against Türkiye.
- Finland and Sweden will ensure that their respective national regulatory frameworks for arms exports enable new commitments to Allies and reflects their status as NATO members.

- Finland and Sweden commit to support the fullest possible involvement of Türkiye and other non-EU Allies in the existing and prospective initiatives of the European Union's Common Security and Defence Policy, including Türkiye's participation in the PESCO Project on Military Mobility.

9. For the implementation of these steps, Türkiye, Finland and Sweden will establish a Permanent Joint Mechanism, with the participation of experts from the Ministries of Foreign Affairs, Interior, and Justice, as well as Intelligence Services and Security Institutions. The Permanent Joint Mechanism will be open for others to join.

10. Türkiye confirms its long-standing support for NATO's Open Door policy, and agrees to support at the 2022 Madrid Summit the invitation of Finland and Sweden to become members of NATO.



His Excellency
Mr Mevlüt Çavuşoğlu
Minister of Foreign Affairs of the Republic of Türkiye
Ankara



His Excellency
Mr Pekka Haavisto
Minister for Foreign Affairs of the Republic of Finland
Helsinki



Her Excellency
Ms Ann Linde
Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Sweden
Stockholm

Madrid, 28 June 2022